



**Au Québec,
LA RÉVOLTE DES FEMMES
POLITIQUES**

LE CLUB « LES ELLES DU POUVOIR », DESTINÉ AUX ÉLUES, EX-ÉLUES OU ASPIRANTES CANDIDATES, ACCOMPAGNE LES FEMMES DE TOUT BORD POLITIQUE SOUHAITANT ACCÉDER AUX RESPONSABILITÉS OU LES EXERCER LE PLUS SEREINEMENT POSSIBLE. UN « BOYS CLUB » AU FÉMININ, INDISPENSABLE DANS UN PAYS OÙ LA PARITÉ EN POLITIQUE EST LOIN D'ÊTRE ACQUISE.

«

T

oé, on t'aime ben, mais c'est pas vrai qu'on va voter pour une plotte!» L'ex-ministre de l'Environnement du Québec, Isabelle Melançon, se souvient de cette remarque abjecte, lancée par un électeur alors qu'elle faisait campagne pour devenir députée et reçue comme une gifle. Pour comprendre la portée de l'injure, sachez qu'en québécois, une « plotte » désigne... le vagin. L'anecdote est racontée par Jocelyne Richer, journaliste politique aguerrie, dans son essai *Le sexe du pouvoir. Politique au féminin: élues et ex-élues brisent le silence* (éditions La Presse), sorti fin septembre 2024.

UN GROUPE TRANSPARTISAN

Si les comportements sexistes persistent au cœur du pouvoir en France, la situation semble plus complexe encore dans la Belle Province, où il n'existe aucune loi relative à la parité. Le Groupe Femmes, Politique et Démocratie, fondé en 1999, plaide depuis des années pour l'inscription dans la loi électorale de la parité des candidatures. « *Nous voulons que tous les partis soient obligés de présenter entre 45 et 55 % de candidates, car c'est une des conditions pour une parité véritable* », explique Esther Lapointe, la directrice générale de cet organisme autonome d'éducation populaire à but non lucratif. En attendant, et parce qu'une loi ne peut pas tout, le Groupe a lancé en 2019 un

club réservé aux femmes, baptisé « Les Elles du pouvoir ».

« *On est parti du constat que les choses n'allaient pas assez vite et que les femmes élues ou candidates étaient confrontées à une grande solitude* », raconte Pascale Navarro, chargée de projets et formatrice au sein du Groupe. Les hommes ont l'habitude de jouer en équipe : ils se rassemblent après le travail pour échanger sur leurs dossiers et réseauter. « *Il n'y avait pas de pendant féminin des boys clubs. Je me suis dit que nous devons créer notre girls club* », poursuit Esther Lapointe. Clin d'œil de l'histoire, le club s'est lancé au Cercle de la garnison de Québec, un club masculin réservé à l'origine aux militaires.

La spécificité de ce club, qui réunit désormais une centaine de personnes, dont 32 élues des trois paliers de gouvernement (municipal, provincial et fédéral), 24 ex-élues et 47 aspirantes candidates : il est transpartisan. Il propose des outils, des rencontres, des conférences-déjeuners, des cocktails et des petits-déjeuners pour mettre en réseau ses adhérentes. Sont abordées des questions très concrètes, voire logistiques, comme la manière de se déclarer candidate. Les intitulés des formations donnent une idée de la palette des thématiques abordées : « Le budget : le lire et le comprendre », « Se préparer à vivre sereinement sa campagne », « Moi, candidate au fédéral » ou encore « Parler en public avec facilité et efficacité ». —>

/

« Quand on est une femme, on n'est pas juste critiquée sur des prises de position ou des propos tenus mais sur la manière dont on parle ou on s'habille. »

/

SIMULATIONS IN SITU

Gaëtane Corriveau, ex-professeure d'EPS devenue politologue et formatrice, anime les ateliers consacrés au pouvoir, à la collaboration et à la gestion du stress, parmi les plus suivis au sein du club. Elle s'inspire des travaux de la neuroscientifique canadienne Sonia Lupien. Contrairement à ce qu'imaginent les participantes, ce n'est pas parce qu'elles bougent beaucoup au quotidien qu'elles ne doivent pas pratiquer une activité sportive par ailleurs. « *Bien au contraire* », assure celle qui, à 71 ans, va courir cinq fois par semaine. Face au stress, il existe trois réactions : la fuite, la paralysie ou la lutte. « *Si vous décidez de faire face, il faut des stratégies* », insiste Gaëtane Corriveau.

Par exemple, pour parler face à une personne qui vous intimide, elle conseille de respirer par le ventre, ce qu'elle appelle « la respiration bedaine ». « *Et il faut continuer à mettre en place ces stratégies gagnantes une fois élue* », insiste-t-elle, en rappelant qu'au Parlement du Canada, à Ottawa, un poste de médecin spécialisé dans la lutte contre les addictions a été ouvert pour accompagner les parlementaires en souffrance. Elle a aussi conçu des parcours spécifiques, comme le programme SimulACTIONS destiné à démystifier le fonctionnement et les procédures d'un conseil municipal. Il consiste en une simulation de séance du conseil, in situ, à l'hôtel de ville, durant laquelle les néophytes s'assoient dans les sièges des élus, présentes pour les accompagner et les conseiller.

« *On demande à la municipalité partenaire de sortir des procès-verbaux et de choisir*

de véritables dossiers, des plus simples aux plus complexes », précise-t-elle. Certaines des femmes ayant suivi cet atelier ont ensuite encadré l'exercice « en retour d'ascenseur », comme Vicki-May Hamm, conseillère municipale puis mairesse de Magog, une ville de 28 000 habitants. La fédération canadienne souhaite étendre ce projet et réaliser un guide pour rendre duplicable l'exercice. « *C'est adaptable à chaque palier* », plaide la formatrice.

Le club est aussi pour les femmes un lieu de rencontre des élues des différents partis pour déterminer celui avec lequel elles se sentent en affinité. « *Au niveau municipal, elles peuvent se présenter en indépendantes, mais au niveau provincial ou fédéral, il faut rejoindre un parti et donc trouver celui qui se rapproche le plus de vos valeurs* », précise Esther Lapointe, qui se réjouit de voir arriver des femmes plus jeunes, de 35 à 50 ans. Selon elle, l'élection de Valérie Plante à la mairie de Montréal, en 2017, à tout juste 43 ans, a montré l'exemple. Ainsi, en 2021, huit jeunes femmes se sont présentées pour prendre la tête de grandes villes. Et celles qui ont été élues ont formé un groupe sur Facebook avant de rejoindre Les Elles du pouvoir.

« QUE LES BOTTINES SUIVENT LES BABINES »

Mais la route est encore longue. Si l'Assemblée nationale du Québec compte désormais 46 % de femmes, elles ne sont que 30,5 % au Parlement du Canada (contre 20,6 % en 2000), 23,6 % à avoir été élues à la tête d'une des 1102 municipalités du Québec et 38,5 % dans les conseils muni-

cupaux. « *Il n'y a même pas un quart de femmes au palier municipal! On n'a même pas atteint le plafond de verre fixé à 30 %. On avance à pas de tortue*, déplore Nathalie Lavoie, analyste politique et politologue. *Aujourd'hui, tout repose sur les partis et sur leur bon vouloir.* » Seule – et maigre – consolation : le chiffre est en progression constante alors que des reculs ont été enregistrés à plusieurs reprises aux échelons provincial et fédéral. « *Rien n'est acquis, c'est un combat de tous les moments et tant qu'il n'y aura pas de loi sur la parité, on ne s'en sortira pas* », répète-t-elle. À titre de comparaison, en France, où la loi prévoit une amende pour les partis qui ne présentent pas 50 % de candidats de chaque sexe aux législatives, les femmes représentent 36 % des 577 élus à l'Assemblée nationale en juillet. Un chiffre en baisse après le record historique de 38,8 % en 2017.

Au Québec, si les partis ont compris qu'électoralement parlant, ils avaient intérêt à présenter des femmes, les progrès demeurent fragiles. Lorsqu'elle a postulé pour devenir porte-parole de son parti, Québec solidaire, situé à gauche sur l'échiquier politique, Ruba Ghazal, élue en 2018 et réélue en 2022 à l'Assemblée nationale du Québec, a proposé que lors de la prochaine élection, en 2026, 12 nouvelles circonscriptions, « les plus gagnables », soient réservées à des candidates. Elle n'a pas obtenu le poste et sa proposition n'a pas été adoptée. Mais son parti, qui compte aujourd'hui huit hommes pour quatre femmes à l'Assemblée nationale, a décidé qu'en cas d'élection partielle après le départ d'un élu, il présenterait désormais uniquement des femmes. « *Il faut que notre parti fasse son effort de guerre pacifiste en faveur de la parité, que les bottines suivent les babines, comme on dit ici, que les paroles soient suivies d'actes. Nous devons montrer le chemin et être cohérents* », avance-t-elle. Québec solidaire a ainsi déposé une proposition de loi afin que le Conseil des ministres soit obligatoirement paritaire. Celui nommé en 2022, qui compte 46,6 % de femmes (14 femmes pour 16 hommes), est en « zone paritaire ». Mais uniquement grâce au bon vouloir du Premier ministre.

ACCÉDER AU POUVOIR ET Y RESTER

Si accéder au pouvoir est problématique pour les femmes, y rester l'est tout autant. En février dernier, la mairesse de Gatineau, la quatrième ville la plus peuplée de la province, a démissionné après deux ans de mandat en expliquant vouloir préserver sa santé. « *Bien des raisons poussent un élu à partir : la désillusion, l'intimidation, les ressources insuffisantes, la pression intense, les tensions entre les élus* », a-t-elle expliqué en évoquant notamment les attaques personnelles et les menaces de mort dont elle avait été la cible. La journaliste Jocelyne Richer évoque aussi l'exode des femmes qui touche l'Assemblée nationale. Alors qu'elle compte 125 députés, 34 élus ont annoncé qu'ils mettraient un terme à leur carrière politique, à la fin de leur mandat, en octobre 2022. Parmi eux, on compte 23 femmes. « *Elles représentent les deux tiers des départs, même si elles n'occupaient que 44 % des sièges* », conclut l'essayiste.

« *Quand on est une femme, on n'est pas juste critiquée sur des prises de position ou des propos tenus, mais aussi sur la manière dont on parle ou on s'habille* », déplore Ruba Ghazal, qui soutient le Groupe Femmes, Politique et Démocratie et son club. L'élue de 46 ans ajoute : « *Toute une génération de jeunes femmes – et de jeunes hommes – est entrée au Parlement du Québec, mais le danger de l'épuisement est bien là, et l'institution doit s'adapter pour mieux les accueillir. Moi qui n'ai pas d'enfants, je ne sais pas si je me serais lancée si cela avait été le cas* ».

Au sein d'Elles du pouvoir, les adhérentes s'interrogent aussi sur la manière d'exercer ce pouvoir, avec la volonté de ne pas reproduire ce qui les dérange. Comment, par exemple, s'imposer dans les échanges lors d'un conseil municipal sans le faire de façon autoritaire, impolie ou désagréable? « *On leur dit : "Si vous n'aimez pas ça, ne faites pas de politique". Mais les règles ne sont pas immuables ; elles se changent!* », conclut Pascale Navarro. Vaste programme. ▸